

CGT Educ'action 01 > Actualité > **Non au pacte ! Augmentation des salaires de TOUS les personnels !**



Non au pacte ! Augmentation des salaires de TOUS les personnels !

vendredi 12 mai 2023, par [CGT educ'action](#)

Courrier commun de l'intersyndicale de l'éducation au Ministre de l'Éducation nationale du 12 avril 2023. Cliquez sur l'image pour accéder à l'intégralité du document :



Madame Elisabeth BORNE
Première ministre

Monsieur Pap NDIAYE
Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse

Les Lilas le 12 avril 2023

Madame la Première ministre,
Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale,

Nous nous adressons à vous solennellement au sujet de la revalorisation des personnels enseignants, CPE et Psy-EN discutée actuellement au ministère.

La crise de recrutement de personnels enseignants s'enracine comme le montrent les chiffres d'inscrits aux concours sur ces dernières sessions. Pour 2023, en dépit d'un prolongement de la période d'inscription, le nombre d'inscrits aux concours du second degré est en baisse de 18,5% et de 13,7% pour le concours du premier degré par rapport à 2021, dernière session représentative.

Par ailleurs, le nombre de ruptures conventionnelles a été multiplié par 5 en un an, passant de 295 en 2020 à 1 600 en 2021 selon le rapport annuel de la Fonction publique. Les démissions continuent d'augmenter. Ces données démontrent indéniablement une perte d'attractivité du métier qui pourrait s'avérer très problématique pour le service public d'Éducation dès la prochaine rentrée mais aussi à moyen terme.

Les réponses du gouvernement ne sont pas à la hauteur, et par certains aspects relèvent de la provocation. Après être revenus sur la promesse du candidat Emmanuel Macron qui s'était engagé à augmenter de 10 % sans contreparties toutes et tous les enseignants en janvier 2023, vous prévoyez des mesures salariales inacceptables. L'enveloppe prévue pour la partie sociale est insuffisante et ne permet pas de rattraper les pertes de 15 à 25 % de pouvoir d'achat de ces dernières années. Dans le contexte alarmant d'inflation installée, votre choix politique est loin de compenser un pouvoir d'achat en berne pour tous les personnels.

L'enveloppe allouée pour la partie sociale doit être augmentée en conséquence et s'inscrire dans une logique pluriannuelle claire.

...